

RD-CONGO

LE COURRIER
DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3563 - MERCREDI 28 AOÛT 2019

COOPÉRATION ET DÉVELOPPEMENT

La RDC présente à la 7^e édition de Ticad à Tokyo

Le président Félix-Antoine participe à la septième édition de la Conférence internationale sur le développement de l'Afrique de Tokyo (Ticad) qui se tient dans la ville japonaise de Yokohama située au sud de Tokyo. C'est le mardi 27 août que le chef de l'Etat congolais est arrivé en terre japonaise. Du renforcement des capacités dans différents secteurs aux dons non remboursables (près de 50 millions de dollars par projet et par pays) via des entreprises japonaises, il en sera question au cours de ce forum avec, à la clé, le souci de rendre la RDC à nouveau éligible aux prêts concessionnels, c'est-à-dire aux financements dont la hauteur est illimitée et négociés au taux d'intérêts à moins de 0,1%.

Page 3



Arrivée de Félix Tshisekedi à Tokyo

GOUVERNEMENT ILUNKAMBA

Martin Fayulu : « C'est Kabila qui continue »



L'ex-challenger de Félix Tshisekedi à la présidentielle de décembre 2018 n'accorde le moindre crédit à ce gouvernement qui porterait les marques de Joseph Kabila. Il estime que l'ex-président continue à influencer la marche des institutions au travers de ses hommes repris dans ce gouvernement. « C'est Ka-

bila qui continue, et c'est un affront au peuple congolais. Félix Tshisekedi nous a remis à l'état zéro », a estimé l'opposant dans une de ses dernières interventions médiatiques. Rien n'a fondamentalement changé dans ce gouvernement dans lequel il n'y a pas, selon lui, de nouveaux visages. Page 3

ÉLECTRICITÉ

« La RDC n'aura plus un seul arbre en 2100 »



Le carrefour de Matonge à Kinshasa

Le président de la République, Antoine-Félix Tshisekedi, qui tenait ses propos à l'ouverture du Forum sur l'énergie électrique à Matadi, a expliqué que 90 % de la population RD-congolaise utilise actuellement l'énergie issue du charbon de bois ou de la bougie. Or, l'accroissement démographique et l'absence de desserte en énergie propre

et renouvelable menace directement nos forêts de disparition d'ici les quatre-vingts prochaines années. Cela, a-t-il dit, nous conduit à nous intéresser à l'évolution de la demande et de l'offre en énergie électrique sur l'étendue du pays. Un fait qui poserait, à l'en croire, la problématique de la survie de la RDC en tant qu'État viable. Page 2

ÉLECTRICITÉ

La RDC n'aura plus un seul arbre en 2100

Le président de la République, Antoine-Félix Tshisekedi, qui tenait ses propos à l'ouverture du Forum sur l'énergie électrique à Matadi, a expliqué que 90 % de la population RD-congolaise utilise actuellement l'énergie issue du charbon de bois ou de la bougie. Or, l'accroissement démographique et l'absence de desserte en énergie propre et renouvelable menace directement nos forêts de disparition d'ici les quatre-vingts prochaines années. Cela nous conduit naturellement à nous intéresser à l'évolution de la demande et l'offre en énergie électrique sur l'étendue du territoire national.

En RDC, la question énergétique dépasse le seul cadre du développement économique, avec l'émergence tant attendue d'une véritable industrie de transformation capable de booster puissamment la croissance économique nationale. Visiblement, cette problématique poserait même, à en croire le premier des RD-Congolais, la problématique de la survie de la RDC en tant qu'État viable. Le président de la République parle d'urgence nationale en rappelant que l'accès à l'électricité s'inscrivait désormais comme la première des priorités économiques de son programme pour le quinquennat. En partant des chiffres de la Société nationale d'électricité (Snél), la faible puissance installée, à peine 2 608 MW, ne peut pas répondre aux besoins des 7,2 millions de ménages RD-congolais.

Projections de la demande et de l'offre



Le carrefour de Matonge à Kinshasa

Comme dans n'importe quel pays du monde, la demande en énergie électrique en RDC évolue en fonction de certains paramètres, dont les plus importants sont la démographie, le boom immobilier, le boom minier, l'exode rural et l'industrialisation. Dans ses prévisions jusqu'en 2030, la Snél estime que Kinshasa va connaître une certaine évolution, passant progressivement de 1 534 MW en 2020 à 2 444 MW en 2030. Cette tendance haussière sera enregistrée dans toutes les provinces de la RDC et, surtout, dans les

grandes villes du pays. Dans l'ensemble, l'opérateur public table sur un passage du total de la demande de 3787 MW en 2020 à 6403 MW au cours de la période sous examen.

La Snél, un acteur incontournable

Pour l'offre, Inga I et Inga II disposent actuellement d'une puissance disponible de 1197 MW (chiffre 2019). Le total de l'offre de la Snél (réseau ouest, réseau sud, réseau est et réseaux isolés) va évoluer de 2113 MW en 2020 à 7540 MW en 2030. Certes, il existe des projets

pour doper la production de l'énergie électrique, mais le meilleur moyen de combattre rapidement et durablement le déficit actuel est de construire la Centrale hydro-électrique d'Inga III capable de produire 11 000 MW.

Les privés sceptiques

Pour les privés, les projections de la demande ne reflètent pas forcément la réalité sur le terrain pour trois raisons essentielles : la population non maîtrisée, les besoins domestiques mal estimés et les besoins réels du secteur artisanal

et industriel méconnus à ce jour. Selon eux, Inga III a d'abord été dimensionné en 2013 à 4800 MW sur la base d'une étude de la demande et d'une étude technique. Mais la nouvelle approche mettant en avant-plan les 11 000 MW disponibles ne dispose ni d'aucune étude de la demande ni d'études techniques. En plus, Inga III, poursuivent-ils, risquent de perdre du terrain face à de nombreux projets dans la sous-région si sa mise en service envisagée, dans un premier temps, en 2022 passe finalement en 2030.

Selon eux, il faut songer dès à présent à mener une véritable étude sur le terrain. L'on apprend même le lancement en début février 2020 d'une étude de plan d'électrification du territoire national pour les années à venir. Un financement serait même disponible, il proviendrait de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement. Dans leur argumentaire, ils appellent à une intensification du recours aux énergies renouvelables et une implication plus forte des opérateurs du secteur privé. Pour l'heure, il persiste encore des contraintes à l'implication du secteur privé. On les retrouve tant au niveau du cadre réglementaire que du financement des projets et de la fiscalité.

Laurent Essolomwa

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Quentin Loubou (Coordination), Duryl Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -

Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordonnatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Mauakani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngoni

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

COOPÉRATION ET DÉVELOPPEMENT

Félix-Antoine Tshisekedi présent à la 7^e édition de Ticad à Tokyo

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, participe à la septième édition de la Conférence internationale sur le développement de l'Afrique de Tokyo ou Tokyo International Conference on African Development (Ticad) qui se tient dans la ville japonaise de Yokohama située au sud de Tokyo. C'est le mardi 27 août que le chef d'Etat congolais est arrivé en terre japonaise.

Dans la suite présidentielle, l'on note la présence, entre autres, des directeurs généraux de la Société nationale d'électricité, de l'Agence nationale pour la promotion des investissements et celui de l'Institut national de préparation professionnelle. Ce qui prouve à suffisance que la recherche d'appuis aux différents secteurs d'activités que représentent ces responsables occuperont une place de choix dans les discussions qu'aura à amorcer la délégation congolaise avec les décideurs présents à ce grand forum mondial. Pour Félix Tshisekedi, il s'agit de décliner les priorités de la RDC en vue d'espérer un appui conséquent dans le cadre d'un partenariat solide à tisser avec le gouvernement japonais. Du renforcement des capacités dans différents secteurs aux dons



Félix Tshisekedi à son arrivée à Tokyo

non remboursables (près de 50 millions de dollars par projet et par pays) via des entreprises japonaises, il en sera question dans le discours qu'aura à développer la délégation congolaise. Le tout marqué par le souci de rendre la RDC à nouveau éligible aux prêts concessionnels ; financements dont la hauteur est illimitée

et au taux d'intérêts à moins de 0.1%. Exclue pour insolvabilité de ce financement, la RDC entend renégocier son retour dans cette sphère financière en faisant amende honorable.

Ce qui est sûr est que la voie est déjà balisée pour que le pays soit de nouveau éligible à ce financement, d'autant plus que le gou-

vernement japonais a pu, il y a quelques mois, donner quelques garanties à la RDC concernant la réhabilitation du Port de Matadi, de la clinique kinoise mais surtout de la turbine G24 de la centrale Inga 2 pour la stabilisation du courant électrique dans la ville de Kinshasa et dans le grand Katanga. Bien plus, les récentes visites en

RDC de Nobuko Kayashima (vice-présidente de l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica) chargée de la Ticad ainsi que celle du président de la Jica, Shinichi Kitaoka, ont posé les bases du retour de la RDC dans le giron de la Ticad. Ajoutez à cela l'ensemble des programmes de coopération de la Jica en RDC, précisément à Kinshasa et à Matadi, qui ne peut que plaider pour la continuation du partenariat RDC-Japon. En effet, le pays du soleil levant intervient en RDC par le biais de la Jica qui exécute l'aide publique pour le développement du gouvernement japonais en RDC.

Des sources de la présidence de la République, il ressort que Félix Tshisekedi aura à rencontrer, au cours de son séjour nippon, le Premier ministre japonais, les entrepreneurs et les grands groupes commerciaux. C'est la toute première fois qu'un président de la RDC participe à ces assises qui visent à créer des partenariats solides avec les pays africains pour ainsi développer les échanges dans différents secteurs.

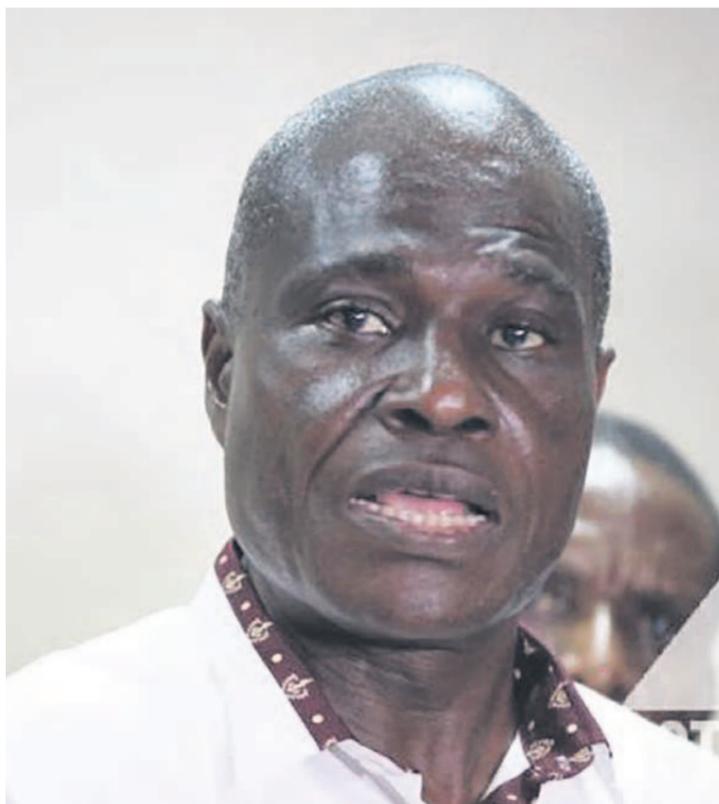
Alain Diasso

GOUVERNEMENT ILUNKAMBA

Martin Fayulu : « C'est Kabila qui continue »

Plusieurs acteurs politiques, tant de l'opposition que de la majorité, continuent de donner de la voix depuis la publication du gouvernement Ilunkamba.

Si, pour certains, ledit gouvernement vaut la chandelle puisque tranchant, dans ses caractéristiques, avec les exécutifs antérieurs, cela n'est pas le cas pour d'autres qui lui prédisent déjà un échec. Martin Fayulu, l'ex-challenger de Félix Tshisekedi à la présidentielle de décembre 2018, n'accorde le moindre crédit à ce gouvernement qui porterait les marques de Joseph Kabila. Il l'a dit dans une interview accordée à actualités.cd, estimant que l'ex-président



Martin Fayulu

continue à influencer la marche des institutions au travers de ses hommes repris dans ce gouvernement. « C'est Kabila qui continue, et c'est un affront au peuple congolais. Félix Tshisekedi nous a remis à l'état zéro », a estimé l'opposant.

Il exhorte la population à refaire la lutte contre Kabila qui, à ses yeux, est en train de contrecarrer la marche du pays via son regroupement politique, le FCC, fortement représenté dans l'actuel exécutif national. Et d'enchaîner : « Comment voulez-vous comprendre que huit mois après la prétendue élection de M. Tshisekedi

que vous n'avez pas de gouvernement. C'est-à-dire que c'est Kabila qui bloquait ». Pour le leader de l'Écidé et coordonnateur de la Dynamique de l'opposition, rien n'a fondamentalement changé dans ce gouvernement dans lequel il n'y a pas, selon lui, de nouveaux visages.

Sur le même ton, Martin Fayulu suggère à l'actuel chef de l'Etat de demander pardon au peuple congolais « pour avoir signé un pacte secret avec Joseph Kabila, en violation de la promesse solennelle faite au peuple congolais lors du meeting commun du 29 septembre 2018 ».

A.D

EXPLOITATION MINIÈRE

Les mines congolaises à l'épreuve de la traçabilité

« La traçabilité des produits miniers en RDC a un fondement légal et réglementaire dans la législation minière congolaise ». Tel est le postulat défendu bec et ongles par le Secrétaire général aux mines, le 13 septembre à Kolwezi 2018, lors de la troisième édition de la Conférence minière.

Cette thèse, il en fait son crédo et ne manque pas de le partager avec les tiers, notamment avec Le Courrier de Kinshasa qui en a épinglé quelques aspects après exploitation du rapport ayant sanctionné le forum susdit. « Tout doit être tracé dans le secteur minier », s'est convaincu d'emblée Joseph Ikoli Yombo Y'Apeke. Qu'il s'agisse des flux de matières que financiers pour renforcer la transparence et la bonne gouvernance ainsi que l'instauration des chaînes d'approvisionnement responsables en minerais, rien ne peut échapper à la règle. A ceux qui pensent que notre système de traçabilité documentaire mis en œuvre

par les services compétents du ministère des Mines est sous l'emprise du diktat des occidentaux, Joseph Ikoli Yombo Y'Apeke voit les choses autrement. Tout en réfutant cette allégation, il indique que les minerais provenant de la région des Grands lacs devraient clairement être tracés au risque d'être frappés d'embargo. Ce qui, a-t-il ajouté, s'est malheureusement réalisé pour les minerais des 3T et l'or de production artisanale. Entretemps, quatre minerais ont été retenus comme « minerais de conflits », à savoir la cassitérite, le coltan, le wolframite (le tungstène) et l'or pour avoir servi à financer les conflits armés récurrents dans la région des Grands lacs africains. Pour le secrétaire général aux mines, il est clair que cet état des choses ne pouvait que favoriser l'engouement de plusieurs prestataires des services de traçabilité ou de certification des minerais en

RDC en vue d'offrir leurs services aux pays de la Cirgl. C'est justement pour décriminaliser le secteur minier de l'est du pays que le ministère des Mines a dû accepter les services du premier prestataire qui s'est présenté avec son système « ITSCi », en l'occurrence, ITRI, a noté Joseph Ikoli. Et d'ajouter que le ministre des mines n'accorderait dorénavant aucun monopole à qui que ce soit dans ce domaine. Ce qui a donné lieu à la floraison des prestataires, chacun amenant sa technologie passée alors au crible par l'OCDE, la Cirgl et les utilisateurs finaux. « Il s'agit ici non pas d'un diktat, du néo-colonialisme économique, d'une imposition, mais de répondre aux exigences et aux attentes de l'industrie de transformation de nos produits miniers », a-t-il argumenté.

Concernant le type des minerais susceptibles d'être tracés, Joseph Ikoli confirme

qu'il s'agit de tous les minerais, sans exception. Des minerais d'exploitation industrielle à ceux d'exploitation artisanale, tous sont tenus à se plier à cette exigence qui leur évite de ne pas être éligibles sur le marché international. « C'est une exigence du commerce international des minerais. Nous avons les produits miniers mais nous n'avons pas le contrôle du marché international », a déclaré Joseph Ikoli. Opérant un distinguo entre les minerais exploités dans une zone de conflits ou une zone libre de conflits, ce responsable des mines congolaises trouve judicieux que le système de traçabilité à mettre en œuvre combine l'exercice du devoir de diligence et l'application du système de traçabilité documentaire existant.

A tout prendre, pour le ministère des Mines, a-t-il dit, le cobalt de production artisanale doit être tracé, car les sites sont éparpillés. Ce

qui, du point de vue du ministère, rend laborieuse la quête de la provenance ou l'origine dudit minerais. « La fibre nationaliste qui coule dans nos veines doit nous amener au pragmatisme ou au réalisme. Aucun lot des minerais de production artisanale ne pourra être accepté s'il n'a pas été tracé ou n'ayant pas fait l'objet de l'exercice du devoir de diligence », s'est enquis le secrétaire général aux mines. Il regrette cependant que le pays n'ait toujours pas le contrôle du marché international dont il ne maîtrise pas les aléas et invite, par conséquent, au strict respect des exigences et attentes des consommateurs finaux. Le salut, pense-t-il, proviendrait « de la transformation de nos minerais sur place », dans la phase finale.

Alain Diasso

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES **PEINTURES**
CÉRAMIQUES **MUSIQUE**

L'art dans sa **Généralité**, de la **Tradition** à la **Modernité**

Musée du Bassin du Congo
galerie CONGO

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso immeuble les manguiers (Maita) dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

DÉVELOPPEMENT

Le G7 soutient l'entrepreneuriat féminin en Afrique

À Biarritz, les chefs d'Etats du G7 ont apporté un soutien global de 251 millions de dollars sous forme de prêts à l'initiative AFAWA en faveur de l'entrepreneuriat féminin en Afrique.

Porté par la Banque africaine de développement (BAD), le mécanisme de partage des risques d'AFAWA (Action positive pour le financement en faveur des femmes en Afrique) est une réponse directe à la résolution sur la nécessité d'établir un mécanisme de financement pour l'autonomisation économique des femmes.

« Je suis particulièrement fier, en tant que président en exercice du G7, que la solution que nous portons aujourd'hui, l'initiative AFAWA, vienne d'une organisation africaine, la Banque africaine de développement, qui travaille avec un fonds de garantie africain et un réseau de banques africaines », a déclaré le président français lors d'un point de presse organisé au sommet du G7 à Biarritz, station balnéaire du sud-ouest de la France.

« Les femmes africaines sont la colonne vertébrale du continent. Je suis heureuse de porter leur voix ici, au G7. L'initiative AFAWA est déterminante pour notre continent », a plaidé l'artiste béninoise Angélique Kidjo, invitée en sa qualité d'ambassadeur du programme.

De son côté, le président de la Banque, Adesina Akinwumi, a salué le « soutien extraordinaire de tous les chefs d'État et de gouvernement du G7, permettant de donner un élan formidable » au programme AFAWA. « C'est un grand jour pour les femmes en Afrique. Investir dans l'entrepreneuriat féminin en Afrique est un investissement fort de sens car les femmes ne sont pas seulement l'avenir de l'Afrique, elles sont le présent de l'Afrique ! », a-t-il affirmé.

« Aujourd'hui, les femmes détiennent plus de 30% des PME en Afrique, mais il existe un déficit de financement de quarante deux milliards de dollars entre les femmes et les hommes entrepreneurs. Ce déficit doit être comblé, et vite », a appelé le président Adesina.

AFAWA, soutenu par l'ensemble des chefs d'Etat du G7, permettra de lever jusqu'à cinq milliards de dollars pour les entrepreneures africaines. La BAD apportera, pour sa part, un milliard de dollars de financement. « Cet effort financier en faveur des femmes est le plus important de l'histoire du continent », a-t-il conclu.

Outre l'accès des femmes aux financements, le programme AFAWA en collaboration avec des partenaires stratégiques est axé sur la prestation de services de renforcement des capacités aux femmes entrepreneurs. Il aide également les institutions financières à répondre aux besoins spécifiques des entreprises dirigées par des femmes grâce à des produits financiers et non financiers adaptés. Enfin, ce programme se concentre sur l'amélioration de l'environnement juridique et réglementaire afin d'éliminer les obstacles spécifiques aux femmes en engageant un dialogue politique avec les gouvernements, les banques centrales et les autres autorités concernées.

Ce point de presse sur AFAWA s'inscrivait dans le cadre d'un sommet du G7 centré autour de la réduction des inégalités, marqué par un partenariat renouvelé avec l'Afrique, qui met en avant la création d'emplois durables et l'appui à l'entrepreneuriat, en particulier féminin. La France veut faire de l'égalité entre les femmes et les hommes, grande cause du quinquennat du président Emmanuel Macron, une grande cause mondiale.

Josiane Mambou Loukoula

Le Japon va accueillir un sommet consacré au continent africain

La 7e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (Ticad 7) se tiendra du 28 au 30 août à Yokohama, dans le sud-ouest de la capitale nipponne. La rencontre sera l'occasion de renforcer la présence des entreprises japonaises sur le continent africain, riche en ressources naturelles et en pleine croissance.

Tenue à l'initiative du gouvernement japonais, la Ticad est organisée conjointement avec l'ONU, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Commission de l'Union africaine et la Banque mondiale. Parmi les dirigeants africains qui y sont attendus figurent le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, et le président sud-africain, Cyril Ramaphosa. Le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, pense que cette conférence doit permettre au Japon « d'engager une action conséquente » sur le continent africain. Son pays ayant choisi de se distinguer en affichant une volonté d'accompagner ses investissements « de qualité » d'un « développement des ressources humaines » locales et d'en limiter le fardeau en termes d'endettement, dans une comparaison à peine voilée avec la Chine, grand voisin du Japon et concurrent asiatique. Si les infrastructures développées « avec des investissements ou des prêts chinois (...) peuvent parfois aboutir à un endettement très lourd pour certains pays », ce qui n'est pas le cas des projets que Tokyo se propose de réaliser en Afrique, a indiqué lors d'un point de presse Masahiko Kiya, un diplomate japonais responsable de la Ticad. La « qualité supérieure » des infrastructures japonaises et le suivi de la maintenance locale assure aux pays africains

« un coût moins élevé sur le long terme », a-t-il estimé, ajoutant que « la seule livraison de l'infrastructure ou de l'équipement n'est pas la fin du projet ». De son côté Sawaka Takazaki, directeur adjoint de la division Moyen-Orient et Afrique de l'agence publique japonaise de promotion du commerce extérieur (Jetro) estime que la Ticad est une bonne occasion pour le Japon d'envoyer un message sur « ses prêts pratiques et bien planifiés ». A Yokohama, les dirigeants japonais devraient, entre autres, annoncer un prêt de quatre cents milliards de yens (3,4 milliards d'euros) pour financer des énergies renouvelables, dont l'extension d'équipements éoliens en Egypte et des unités géothermiques au Kenya ou à Djibouti, selon les organisateurs. L'Etat japonais et la Banque africaine de développement devraient aussi annoncer conjointement des projets de plus de trois cents milliards de yens pour des infrastructures « transparentes et de qualité », indique le Nikkei. L'agence Jetro avance que le stock d'investissements directs japonais en Afrique, soit la valeur cumulative de tous les investissements année après année, s'élevait à 7,8 milliards de dollars fin 2017 contre quarante-trois milliards pour la Chine. En ce qui concerne les exportations nipponnes vers l'Afrique, la même source relève qu'elles ont chuté de plus de 27% depuis 2008 tandis que celles de la Chine ont fait un bond de près de 50% sur la dernière décennie.

Signalons que plus de cent cinquante entreprises japonaises tiendront une exposition en marge des rencontres officielles.

Nestor N'Gampoula

NECROLOGIE

Nely carole Biantomba. M. thomas kimbembe et la famille ont la profonde douleur d'annoncer le décès de son épouse, maman, tante et sœur Kimbembe née Suzanne Ouayengozo, survenu le 23 août au Chu de Brazzaville.

La veillée se tient au n° 13 de la rue Soungui, quartier Comus Asecna (référence arrêt Comus)

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement



La famille Honoré Bokilo a le regret d'annoncer aux amis, parents et connaissances, le décès inopiné de la veuve Bokilo née Cécile Bakalé, survenue le 23 août 2019 à Brazzaville.

La veillée funèbre se tient au domicile familial sis au n°21 de la rue Loango, à Poto-Poto.

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



PROGRAMME DES OBSÈQUES MME THONGO PÉMBÉ MARIE-DELPHINE

Mercredi 28 août 2019

13 h : Mise en bière à la morgue municipale de Brazzaville, levée de corps et départ pour le domicile familial sis au n° 6 de la rue Massangui, Diata

Judi 29 août 2019

8 h : recueillement des parents, amis et connaissances

11 h : départ pour Indo Sibiti

Vendredi 30 août 2019

11 h : Messe au consistoire EEC d'Indo Sibiti

14 h : Inhumation au cimetière familial d'Indo Sibiti

Samedi 31 août 2019

Retour des délégations à Brazzaville.

Que la terre lui soit légère



AMAZONIE

Le Brésil rejette l'aide du G7

Brasilia a opposé, dans la nuit du 26 au 27 août, une fin de non-recevoir à l'aide d'urgence proposée par les pays les plus industrialisés, au motif que les incendies dans ce grand bassin forestier, qui ont encore progressé au début de cette semaine, étaient dorénavant « sous contrôle ».

Le rejet a été formalisé par Onyx Lorenzoni, le chef de cabinet du président brésilien, Jair Bolsonaro, (exerçant des fonctions équivalentes à celles d'un chef de gouvernement). « Nous remercions (le G7 pour son offre d'aide, nldr), mais ces moyens seront peut-être plus pertinents pour la reforestation de l'Europe », a-t-il lancé. Auparavant, le dirigeant d'extrême droite avait amorcé le rejet de l'aide en tweetant : « Nous ne pouvons pas accepter qu'un président, Macron, lance des attaques déplacées et gratuites contre l'Amazonie, ni qu'il déguise ses intentions derrière l'idée d'une alliance de pays du G7 pour sauver l'Amazonie, comme si c'était une colonie ». « Le respect de la souveraineté de quelque pays que ce soit est le minimum qu'on puisse attendre dans un monde civilisé », avait-il ajouté, après plusieurs jours d'échanges musclés entre les deux dirigeants. Selon l'Institut national de recherche spatiale (INPE), quelque 1.113 nouveaux départs de feu ont été recensés, le 25 août, au Bré-

sil. Au total, près de 80 000 feux de forêt ont été répertoriés dans le pays depuis le début de l'année - un plus haut depuis 2013 - dont plus de la moitié en Amazonie. Pour tenter de contenir les incendies actuels, les autorités ont dépêché des militaires sur le terrain à bord de deux avions C-130 Hercules. Lors du sommet de Biarritz, dans le sud-ouest de la France, tenu du 24 au 26 août, les sept pays les plus industrialisés (Etats-Unis, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie et Canada), avaient promis de débloquer d'urgence vingt millions de dollars pour envoyer des avions bombardiers d'eau supplémentaires. Le G7 est tombé d'accord pour un plan d'aide « d'au moins trente millions » de dollars, destiné à la reforestation, au niveau de l'ONU, qui doit être finalisé au cours de l'Assemblée générale des Nations unies en fin septembre. L'Amazonie, dont 60% de la surface se trouve au Brésil, s'étend aussi en Bolivie, Colombie, Equateur, Guyane française, Guyana, au Pérou, au Surinam et au Venezuela.

Nestor N'Gampoula

AFRIQUE AUSTRALE

56 millions de dollars en faveur de la finance verte

La Banque de développement de l'Afrique australe (DBSA) a signé, avec le Fonds vert pour le climat (GCF), un accord visant l'accélération des investissements en faveur du climat et la levée des barrières de marché.

« Le changement climatique est l'une des menaces les plus sévères et grandissantes qui affectent les économies, les ressources naturelles, les modes de vie et la stabilité sociale de l'Afrique. La signature de cet accord est un pas important dans nos efforts pour faire face au changement climatique et pour contribuer à un développement résilient au réchauffement climatique dans la région australe de l'Afrique », a affirmé Patrick Dlamini, le directeur exécutif de la DBSA. Selon l'accord, ces fonds serviront à financer

des projets climatiques dans les pays de la région tels que l'Afrique du Sud, la Namibie, le Lesotho et l'Eswatini. Ce programme, après avoir fait ses preuves, pourra s'étendre dans d'autres régions du continent.

Cependant, le Fonds vert pour le climat espère abattre les barrières à la finance verte en fournissant des outils de rehaussement de crédit tels que les tranches de crédits subordonnés ou l'amélioration du caractère bancaire des projets afin de leur permettre de mobiliser plus de financement.

Josiane Mambou Loukoula

BIODIVERSITÉ

Disparition de 88 % des gros animaux d'eaux douces en 40 ans

Entre 1970 et 2012, la mégafaune des rivières et des lacs a fortement décliné dans le monde. Les grands poissons d'eau douce sont particulièrement menacés. En cause la construction de barrages.

Notre planète connaît actuellement la sixième extinction en masse d'espèces de son histoire. Le déclin de sa faune et de sa flore touche tous les écosystèmes, terrestres et marins. Les eaux douces, rivières et lacs, ne couvrent que 1 % des surfaces du globe mais elles abritent un tiers des espèces de vertébrés et près de la moitié des poissons. Environ un tiers des espèces d'eau douce serait menacé d'extinction, d'après la liste rouge des espèces menacées de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Une étude menée par l'Institut Leibniz d'écologie des eaux douces et des pêches continentales (Allemagne) s'est intéressée à la biodiversité de la mégafaune vivant en eau douce. La mégafaune comprend des animaux qui pèsent plus de 30 kg (dauphins d'eau douce, castors, crocodiles, tor-

tues géantes, esturgeons...)

Des résultats sont alarmants. Les chercheurs ont compilé les données portant sur 126 espèces de la mégafaune vivant dans les rivières et les lacs du monde entier, ainsi que des informations sur la répartition géographique de quarante-quatre espèces en Europe et aux États-Unis. Résultats : entre 1970 et 2012, la mégafaune vivant en eau douce a décliné de 88 %. Le rythme de déclin de ces vertébrés serait deux fois plus rapide que pour les animaux terrestres ou océaniques. D'après Sonja Jähniq, qui a mené ces travaux, « Les résultats sont alarmants et confirment les craintes des scientifiques impliqués dans l'étude et la protection de la biodiversité en eau douce ».

Déclin global de la mégafaune des rivièresLes écozones les plus touchées étaient l'indomalais et le paléarctique, la première région couvrant le sud et le sud-est asiatiques, ainsi que le sud de la Chine, et la seconde correspondant à l'Europe, l'Afrique du Nord et la majeure partie de l'Asie. Les espèces les

plus touchées étaient les gros poissons (esturgeons, salmonidés, poissons-chats géants), dont le déclin atteignait 94 %, suivis par les espèces de reptiles (-72 %). Inquiétudes sur leurs disparitions L'exploitation des rivières, notamment pour produire de l'électricité, est un des facteurs évoqués par les auteurs. Fengzhi He, l'un des auteurs de l'étude explique : « Bien que les grandes rivières du monde soient déjà très fragmentées, 3700 grands barrages sont prévus ou en construction, ce qui aggravera encore la fragmentation des rivières. Plus de huit cents de ces barrages prévus sont situés dans des zones de diversité de la mégafaune d'eau douce, notamment les bassins des fleuves Amazone, Congo, Mékong et Gange ».

De plus, les grands animaux sont peut-être plus vulnérables car ils ont des besoins spécifiques concernant leur habitat, une maturité sexuelle tardive et un rendement reproductif peu élevé.

Noël Ndong

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente
Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Émissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble Les Manguiers (Mpoita), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:
Mardi, Mercredi, Jeudi, Vendredi, Samedi, Dimanche



10^E ÉDITION DU PROGRAMME « POUR LES FEMMES ET LA SCIENCE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE »

La Fondation l'Oréal renforce son action

Le programme régional pour les Femmes et la science, mené par la Fondation l'Oréal en partenariat avec l'Unesco en Afrique subsaharienne, va célébrer sa dixième édition à Dakar, au Sénégal, en novembre prochain. À cette occasion, la Fondation annonce une action renforcée, dans cette région du monde, pour mieux soutenir les femmes scientifiques africaines et contribuer au développement de l'excellence scientifique au féminin en Afrique.

A en croire le constat effectué par la Fondation l'Oréal, la science et l'innovation sont deux leviers indispensables aux challenges de l'Afrique et de conclure que : « Le monde a besoin de science et la science a besoin des femmes. » Cette conviction, au cœur de son programme international 'Pour les femmes et la science', mené depuis 1998 par cette Fondation, en partenariat avec l'Unesco, s'illustre tout particulièrement en Afrique. Ce qui a permis à Alexandra Palt, directrice générale de la Fondation l'Oréal, dans une tribune à la presse, d'affirmer que : « Il est essentiel de mettre en avant et soutenir les extraordinaires chercheuses du continent, qui sont indispensables pour développer une recherche inclusive en Afrique, pour l'Afrique et menée par des Africaines ». Cette affirmation a été faite courant août, juste avant la tenue en France, à Biarritz, du sommet du G7, dont la thématique centrale a été « la lutte contre les inégalités » et où ont été représentés le Burkina Faso, l'Égypte, le Rwanda et le Sénégal. D'après les statistiques connues à ce jour par cette Fondation, il ressort qu'il y a très peu de femmes africaines scientifiques. Ce qui

leur fait dire qu'aujourd'hui, il n'y a tout simplement pas assez de femmes scientifiques en Afrique. Parmi les chercheurs mondiaux, on compte seulement 2,4 % de scientifiques africains, dont à peine 30 % sont des femmes. Au Kenya, seulement soixante-quinze des trois cents étudiants, qui obtiennent un doctorat chaque année, sont des femmes sur une population totale de quarante-huit millions d'habitants. Au Tchad, seuls 5 % des chercheurs sont des femmes, et en Afrique de l'ouest, seuls 8 % des laboratoires de recherche sont dirigés par des femmes. Ainsi, pour favoriser et soutenir les femmes de science africaines, dans le cadre du programme régional l'Oréal-Unesco pour les Femmes et la science dédié à l'Afrique subsaharienne, la Fondation l'Oréal et l'Unesco, conscients d'une particulière efficacité féminine, dont il serait dommage de se priver, ont accompagné et mis en lumière cent vingt-neuf jeunes talents, doctorantes et post-doctorantes. Désormais, elle compte doubler le nombre de jeunes chercheuses d'Afrique subsaharienne accompagnées. À l'occasion de la dixième édition du programme Afrique subsaharienne, L'Oréal a



Photo : Prix international L'Oréal-UNESCO capture d'écran-Programme pour les femmes et la science

souhaité renforcer son engagement dans cette partie du monde. À partir de cette année, deux programmes distincts seront menés : l'un dédié à l'Afrique du Sud qui récompense sept jeunes talents, et l'autre se déployant dans les quarante-huit autres pays de la région subsaharienne, au bénéfice de vingt autres chercheuses, doublant ainsi le nombre de jeunes femmes scientifiques qui seront soutenues. Il est prévu dans le cadre de ce deuxième programme, durant l'été 2019, quinze doctorantes et cinq post-doctorantes originaires d'une quinzaine de pays d'Afrique subsaharienne et pionnières dans de nombreux domaines scientifiques. Elles ont été sélectionnées pour l'excellence scientifique de leurs travaux par un jury d'experts, parmi près de quatre cents candi-

dates éligibles. Le palmarès sera rendu public en octobre prochain. Une fois le palmarès connu, une formation sera dispensée aux lauréates et une cérémonie de remise de diplômes se déroulera, le 21 novembre, à Dakar. Les lauréates y seront rassemblées à la mi-novembre, avec les sept jeunes talents d'Afrique du Sud, pour bénéficier d'un programme de formation qui viendra compléter leur parcours académique. L'objectif : leur donner davantage les moyens de poursuivre leur carrière et de briser le plafond de verre. Cette formation de trois jours sera dispensée par des experts internationaux sélectionnés par la Fondation l'Oréal et abordera différentes disciplines : leadership, management, négociation, communication et prise de parole en public.

Les vingt brillantes chercheuses d'Afrique subsaharienne se verront remettre une dotation pour financer leurs recherches : dix mille euro pour les doctorantes et quinze mille euro pour les post-doctorantes. La Cérémonie se tiendra en présence d'un public distingué, venu de tout le continent africain, composé de représentants des pouvoirs publics, de l'Unesco, de scientifiques, de femmes influentes, d'universitaires, d'intellectuels, de leaders d'opinion et d'organisations promouvant l'égalité des genres. Enfin, indique-t-on, les jeunes talents seront mises à l'honneur au travers d'une campagne médiatique d'ampleur, afin de faire rayonner leur excellence et sensibiliser le public à l'importance des femmes de science.

Marie Alfred Ngoma

68^e conférence des Nations unies et de la société civile

La conférence autour du thème « Construire des villes et des communautés inclusives et durables » a ouvert ses portes lundi, dans la capitale de l'Etat de l'Utah, et se poursuivra jusqu'au 28 août. La Congolaise Agnès Ounounou, « Mama diaspora », est parmi les représentants de la société civile et les hauts responsables des Nations unies, afin de discuter d'un large éventail de solutions aux défis de la vie urbaine et du monde moderne

De Salt Lake City, aux Etats-Unis, la société civile planche sur le questionnement de la mutation actuelle des villes et des communautés. Cette mutation durable et inclusive est le résultat de processus sociaux très complexes. Les participants tenteront de trouver les réponses utiles, afin que les villes soient bien placées pour contribuer à la lutte contre la crise climatique mondiale et pour montrer le chemin vers un développement durable et à faibles émissions en gaz à effet de serre. La cérémonie s'est ouverte par une déclaration du secrétaire général des Nations unies, António Guterres, dans un message vidéo aux délégués de cette conférence de l'ONU pour la société civile, à

Salt Lake City, dans l'ouest des Etats-Unis. En substance, il a déclaré que « Des villes bien planifiées et bien gérées peuvent nous orienter vers une croissance inclusive et servir de modèles d'harmonie entre des personnes diverses ». Pour Agnès Ounounou, c'est un honneur d'y participer. Avec ses collègues de la société civile, elle a été invitée à répondre à la question « Comment procéder pour assurer que les villes deviennent inclusives, aient une empreinte environnementale réduite et ne laissant pour compte personne ? ». C'est, pour elle, une occasion inespérée pour rencontrer, le temps de cette conférence, les hauts responsables des Nations unies et pour échanger sur un



Agnès Ounounou à la 68^e Conférence des Nations unies et de la Société civile

large éventail de solutions aux défis de la vie urbaine et rurale. « En tant que représentante de la diaspora à cette rencontre qualifiée par l'ONU de « premier

événement du calendrier de la société civile », c'est un honneur d'être à ce rendez-vous », a confié la présidente de l'association «Diaspora Congo-Brazzaville». « Après consultation de trente-cinq experts congolais de l'étranger de divers horizons, universitaires, société civile, secteur privé et public, nous avons préparé une contribution à soumettre en atelier aux Nations unies ». A travers notre contribution, c'est le questionnement de « Que peut faire la société civile congolaise pour atteindre l'objectif du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui a été adopté par tous les États membres des Nations unies en 2015, ayant fourni un projet commun de paix et de prospérité pour les peuples et la planète, aujourd'hui et à l'avenir ». « C'est à ce titre que nous avons initié la caravane des voix de la diaspora », rappelle Agnès Ounounou, désireuse de recueillir des idées et propositions de

ses compatriotes. A l'issue de ce long périple, un document des conclusions sera rédigé et remis aux diverses parties: la chancellerie congolaise en France; les associations ou ONG de la société congolaise; les institutions étatiques et les partenaires de la coopération susceptibles d'accompagner le Congo. Pour « Mama Diaspora », son pays doit faire partie intégrante des parties prenantes qui s'accordent à envisager de ne laisser personne de côté, en respect de la réalisation des Objectifs de développement durable. « Le Congo doit avoir un esprit universel vis-à-vis de ce programme où les pays en voie de développement ont atteint des stades de développement très divers, définissant des approches et fixant dans leurs stratégies et plans nationaux des moyens ou des méthodes de développement efficaces », a-t-elle déclaré.

M.A.N.

AFRIKAN CAMPUS

We will make you love learn and apply

BOOSTEZ VOTRE CARRIÈRE DANS LA FINANCE

Formations continues pour cadres et dirigeants



MBA FINANCE ET STRATÉGIE

Les objectifs de l'MBA Finance et Stratégie sont de permettre l'analyse, l'évaluation, la compréhension des mécanismes de l'entreprise, identifier les opportunités de croissance, identifier les problèmes de la finance de l'entreprise, identifier les opportunités de financement, identifier les opportunités de croissance, identifier les opportunités de croissance, identifier les opportunités de croissance.

LES SPÉCIALISATIONS :

- Stratégie
- Finance
- Contrôle de gestion
- Audit
- Droit
- Évaluation, fusion, acquisition



MBA FINANCE AUDIT CONTRÔLE DE GESTION

Le MBA Finance, Audit, Contrôle de gestion vise à développer la compétence et la maîtrise de la gestion de l'entreprise, de la finance, de l'audit et du contrôle de gestion. Le programme comprend : la gestion de l'entreprise, la gestion de la finance, la gestion de l'audit, la gestion du contrôle de gestion, la gestion de la comptabilité, la gestion de la fiscalité, la gestion de la gestion de l'entreprise.

LES SPÉCIALISATIONS :

- Finance
- Audit
- Comptabilité
- Fiscalité
- Contrôle de gestion
- Gestion de l'entreprise



MBA BANQUE FINANCE ASSURANCE

Le MBA en Banque, Finance Assurance est une formation de haut niveau qui permet de développer les compétences et la maîtrise de la gestion de l'entreprise, de la banque, de la finance et de l'assurance. Le programme comprend : la gestion de l'entreprise, la gestion de la banque, la gestion de la finance, la gestion de l'assurance, la gestion de la gestion de l'entreprise.

LES SPÉCIALISATIONS :

- Management commercial et Développement de produits
- Gestion de l'assurance
- Gestion de la banque
- Gestion de la finance
- Gestion de la gestion de l'entreprise
- Gestion de la gestion de l'entreprise

Plus d'informations : info@afrikan-campus.com / +242 05 536 8979 / +242 06 844 5867 / +242 06 58 74 467

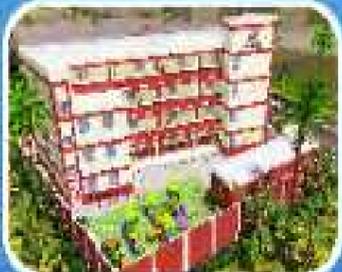
LES FAMILLES YAMBA ET MAYASSI ANNONCENT LE PROGRAMME DES OBSÈQUES DE LEUR REGRETTÉE SŒUR, MÈRE ET GRAND-MÈRE ANGÈLE MATOUNGA



*- Mercredi 28 Août 2019
 * 9h00 : Levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville ;
 * 10h00 : Recueillement au domicile de l'illustre disparue, sis au n°2 bis rue Villa Joseph (en face du camp Comus, Moukondo) ;
 * 12h00 : Oraison funèbre, suivie du culte religieux ;
 * 13h30 : Départ pour le cimetière privé Ma Campagne ;
 * 14h30 : Inhumation et dernier hommage ;
 * 16h00 : Retour au domicile ;
 * 16h30 : Remerciement aux amis et parents ;
 * 17h00 : Fin de la cérémonie.
 Que ton âme repose en paix
 Tu vas nous manquer maman Angèle



中文国际学校
 ECOLE INTERNATIONALE CHINOISE




Soyez les bienvenus à l'école internationale chinoise

Du nouveau à Brazzaville

Cette école très modernisée permettrait à vos enfants de :

- Être les premiers au Congo à apprendre le chinois avec les enseignants chinois dès un âge tôt
- Maîtriser la langue et la culture chinoise
- Avoir une vue et une pensée internationales.
- Entrer facilement dans les meilleures universités chinoise après le Bac.
- Devenir un modèle pour la coopération sino-congolaise.
- Créer un bel avenir dans la vie

DU NOUVEAU A Brazzaville



AGRICULTURE PÉRIURBAINE

La deuxième édition de la foire de Brazzaville reportée à octobre

Initialement prévue du 27 au 29 août, la foire agricole a été repoussée de deux mois faute d'agenda, a-t-on appris. L'initiative de la municipalité de Brazzaville vise à encourager la production des légumes frais dans les espaces publics.

L'édition 2019 de la foire agricole de Brazzaville bénéficie de l'accompagnement de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les deux parties espèrent inciter la population à produire afin de lutter contre la faim et la vie chère. Cette manifestation avait été lancée pour la première fois en 2018 et destinait à promouvoir la culture de légumes, de fruits et autres aliments en ville, en occupant des toits, des cours, des potagers partagés et même dans des espaces publics. Au cours de sa récente ses-



Le maire de Brazzaville présentant un sillon de légumes aux visiteurs

sion administrative, le 29 mai, le conseil départemental et municipal de Brazzaville avait mis l'accent sur

la réussite de la foire agricole, devenue l'un des événements majeurs de la mairie. La municipalité cible en

priorité les maraîchers, les jardiniers citoyens, y compris des propriétaires terriens. En attendant la mise en

œuvre de ses engagements, le président du Conseil, Christian Roger Okemba, s'est félicité des progrès réalisés. « Les élus locaux jouent le rôle d'interface entre les gouvernants et la population. C'est pour cette raison que les délibérations adoptées au cours de cette 4e Session doivent être à même de traduire en solution les problèmes qui se posent à notre population », a-t-il estimé.

Pour les partenaires de la FAO, l'organisation de la foire périurbaine est une nouvelle occasion de réaffirmer son engagement en faveur du pays dans la mise en œuvre des programmes de développement agricole. Cet appui concerne également l'accès aux variétés des semences, la promotion de travail de terre et la lutte contre la pauvreté.

Fiacre Kombo

DROITS HUMAINS

Vers la création d'un réseau des organisations des deux Congo

Une réunion d'échange sur le réseautage et le plaidoyer entre les acteurs impliqués dans la défense des droits des populations autochtones, en République démocratique du Congo et en République du Congo, s'est ouverte le 27 août à Brazzaville, sous la direction du directeur exécutif de l'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH), Trésor Nzila.

D'une manière générale, cette deuxième rencontre avec une organisation de la société civile (OSC) de la RDC permettra d'approfondir les relations établies entre elles, mais encore fragiles, et de leur donner l'occasion de travailler ensemble à l'avenir.

Cette session, qui doit durer trois jours, a pour objectif d'élargir les connaissances des participants en matière de droits des populations autochtones (état des lieux, problématiques, réponses apportées par la société civile) ; identifier les bonnes pratiques des participants afin d'améliorer et de renouveler ses propres pratiques ; mettre en réseau les organisations afin d'envisager, au-delà de la visite, des partages d'information, des actions



La photo de famille

ponctuelles, voire des projets communs et de bâtir des alliances en matière de plaidoyer régional et international ; partager des stratégies d'action, de comparer les méthodes de travail afin d'améliorer ses propres outils voire d'en adopter ou d'en élaborer conjointement de nouveaux ; et enfin, apprendre des échecs comme des succès des organisations paires, de tirer des leçons des expériences

de chacun, en formaliser des acquis et développer ainsi des connaissances explicites et partageables.

« À travers l'atelier qui commence aujourd'hui, il est question de discuter, de protéger dans l'avenir les actions que nous pouvons mener conjointement ; des actions que chacune des organisations peut aussi mener pour faire avancer la

cause des droits humains », a précisé le directeur exécutif de l'OCDH, Trésor Nzila, dans son mot de circonstance, ajoutant que même les Nations unies seules ne peuvent pas. « Donc la cause des autochtones demande à ce que tous les acteurs se mobilisent et qu'il y ait énormément de synergie, de stratégie pour amener les décideurs à prendre les mesures. Je voudrais, pour la

circonstance, pour ceux qui n'ont pas l'information, nos amis qui viennent de la RDC, leur dire, qu'il y a quelques avancées qu'on peut noter dans cette lutte des droits des autochtones dans notre pays, mais des avancées qui sont encore très timides qu'il va falloir redoubler d'efforts. C'est l'occasion pour nous de partager notre expérience, mais aussi de recevoir de vous un certain nombre de connaissances », a-t-il expliqué.

A noter que ces échanges réuniront les onze organisations de la société civile sélectionnées lors de l'appel 3 et autres travaillant sur la thématique autochtone. Elles rencontreront les représentants des OSC de la RDC qui partageront leurs expériences sur les mécanismes de plaidoyer et les outils utilisés pour saisir la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADH). Les OSC verront leurs capacités renforcer en technique de plaidoyer et sur le mode de saisine de la CADH dans le but de mener des actions en synergie.

Guillaume Ondzé

ÉCOLES PROFESSIONNELLES

La direction technique apporte des réformes à la correction des examens

Le directeur des examens et concours techniques et professionnels (Dec-TP), Joseph Moukila, a annoncé, le 26 août à Brazzaville, des réformes au sujet de la correction des examens professionnels de sortie.

« En reconnaissant le travail de qualité fourni par les enseignants, nous sommes rapprochés des établissements de l'Université Marien-Ngouabi pour qu'ils mettent à notre disposition des professeurs de spécialité qui ont corrigé les examens de sortie », a indiqué Joseph Moukila. Sur trente-trois candidats inscrits à l'école nationale de beaux-arts (Enba), vingt sont déclarés admis soit

un pourcentage de 60,61%, deux cent quarante-cinq admis sur quatre cent quatre-vingt-quinze inscrits au certificat de fin d'études normales (Cfen).

Au niveau des écoles paramédicales, sur neuf cent cinq inscrits, six cent quatre-vingt-dix-sept sont déclarés admis, soit une proportion de 77,2% et à l'École normale moyenne d'administration (Enma), deux cent trente sont admis.



Joseph Moukila, directeur des examens et concours techniques et professionnels/Adiac

Selon la direction technique, cette réforme doit affermir les différentes formations des

apprenants. « Nos apprenants ne doivent pas sortir d'ici telle qu'ils étaient au

départ». Outre les résultats du Cfen, de l'Enba et ceux de l'Enma, le ministère de l'Enseignement technique et professionnel, de la Formation qualifiante et de l'Emploi compte délibérer durant cette semaine le 2e tour du Brevet d'études techniques (BET), du certificat d'aptitude professionnelle (Cap) et autres. En prélude à la nouvelle rentrée de classe, le ministère de l'Enseignement technique va organiser d'autres concours d'entrée dans les écoles professionnelles.

Fortuné Ibara

TRIBUNE LIBRE

Au cœur d'une vallée productrice de richesse : Eco-Oil Énergie joue sa partition face aux défis du développement

Les potentialités offertes par la nature au Congo lui ouvrent en permanence la voie à des perspectives d'atteindre, à tout endroit du territoire, une santé économique à même de l'inscrire sur des générations, dans l'axe d'une croissance soutenue et du développement. C'est au cœur de la Bouenza, grenier du Congo que Wilfrid Etoke a posé ses pieds, pour s'offrir les terres à l'extrême fertilité de Kayes, à la lisière de la vallée du Niari. Ici, a été implantée Eco-Oil Énergie, un modèle de diversification de l'économie.

Inaugurée le 16 août 2016 par le président de la République Denis Sassou N'Guesso, dans la foulée de la célébration du 56e anniversaire de la fête de l'indépendance dans le département de la Bouenza, Eco-Oil Énergie étale ses activités sur une superficie de 30 000 hectares de terres cultivées, qui lui permettent de globaliser l'ensemble des récoltes, pour un fonctionnement optimal de son usine.

De ces terres bénies par la nature, sur lesquelles la moindre graine jetée est une richesse à récolter, maïs et arachide poussent allègrement. Le soja et le tournesol qui y ont été expérimentés feront leur apparition pour faire d'Eco-Oil Énergie une marque exclusivement locale, dans des cycles des plants culturels qui éviteront les importations, la monoculture ainsi que l'appauvrissement des sols.

Dans sa particularité, Eco-Oil Énergie exploite un site qui se structure en deux ensembles. La partie conditionnement des huiles et des jus de fruits et celle de la structuration des produits agricoles avant raffinage. L'usine vient d'acquérir du matériel flambant neuf qui manquait pour son fonctionnement effectif, et pourrait s'appuyer sur cette jeunesse travailleuse de la Bouenza. La phase de conditionnement des produits agricoles réglée, suivra celle de l'installation de la raffinerie complète qui sera à même de traiter différentes filières végétales.

Cela ne saura tarder. L'ensemble du matériel ayant été réceptionné, l'usine présente une capacité de production de 3000 bouteilles par heure, avec un premier stock de 160.000 litres qui seront mis sur le marché. Avec l'appui de ses partenaires, notamment le Programme d'appui au développement de l'agriculture commerciale (PDAC) et le ministère de l'Agriculture, l'usine atteindra toute sa splendeur au cours du premier trimestre 2020. Le réaménagement des magasins étant dans sa phase de finition, des quantités importantes d'huile de palme, d'huile végétale et d'huile de soja, feront le bonheur des ménages et iront défier les marchés de la sous-région.

À trente kilomètres de Kayes, l'œil chercheur de Wilfrid Etoke a été accroché par l'historique station fruitière de Loudima à laquelle le PDG a décidé de redonner vie. Un site aux enjeux déterminants pour les activités d'Eco-Oil. Sur une superficie de 800 hectares, la totalité des parcelles abritant la station fruitière a été recréée, soutenues par une pépinière de 15 hectares. Safous, mangues et autres variétés attendent leur première récolte en novembre prochain. Sur un espace de 3000 hectares seront régénérés de nouveaux plants de deux à trois mètres, pour faire de ce vaste panier à fruits le site le plus exportateur.

Eco-Oil Énergie entend ainsi par ses exploitations se placer comme fleuron de l'agro-industrie au Congo, dans la bataille de la relance de l'économie par la diversification et le travail acharné. La merveilleuse fertilité des terres de la vallée du Niari et l'engouement de ses populations au travail sont des atouts qui font que le PDG Wilfrid Etoke dort tranquille. Au bout de ses rêves, la réalité illumine ses jours, pour accompagner la marche vers le développement.

Michel Loubaki Mantono

JUSTICE

Les notaires veulent mettre de l'ordre dans la profession

« Il faut que l'on revisite les conditions d'accès à la profession de notaire », a indiqué le président de la Chambre nationale des notaires du Congo, Bertrand Eric Fédhéré Pandi, au sortir de l'audience avec le ministre de la Justice,



Le président de la Chambre nationale des notaires évoquant les réformes envisagées

des droits humains et de la promotion des peuples autochtones, Aimé Ange Wilfried Bininga, le 27 août à Brazzaville. Mettre de l'ordre concernant l'accès et l'exercice du notariat fait partie des grandes lignes du cahier des charges présenté au ministre. « Pour être notaire, il faut avoir au moins une maîtrise en droit, passer un stage de deux voire trois ans... Mais l'on constate que certains prennent des raccourcis », a fait constater le président de cette chambre. Il s'agira également de revoir, entre autres, la loi de 1989 instituant le notariat au Congo qui depuis trente ans n'a pas de texte d'application.

Le notaire, rappelons-le, est un juriste investi d'une mission d'autorité publique qui prépare des contrats sous forme authentique pour le compte de ses clients. Il exerce ses fonctions dans un cadre libéral avec pour rôle d'authentifier les actes, d'enregistrer les testaments concernant notamment les successions...

Au Congo, le constat fait par la chambre nationale des notaires est tel que plusieurs notaires intègrent le métier suivant des méthodes non conformes. Le ministre de la Justice a, d'ailleurs, fustigé certains comportements déviants constatés dans l'exercice de cette profession. La chambre des notaires et le ministère vont donc travailler de front pour ramener de l'ordre.

Rominique Makaya

BRACONNAGE

Le parquet de Brazzaville va auditionner quatre présumés délinquants fauniques

Le bureau de liaison national Afripol, une agence de police criminelle, en collaboration avec le Fonds mondial pour la nature (WWF) et la direction départementale de l'économie forestière a déferé, le 26 août au parquet de Brazzaville, deux militaires et deux civils pour complicité et tentative de commercialisation de pointes d'ivoires et une queue de buffle.

Les services de police affirment avoir reconnu l'un deux qui s'est évadé de la Maison d'arrêt de la préfecture d'Owando pour les mêmes faits. Au terme d'une perquisition, sept chargeurs de Kalachnikov, une queue de buffle et quatre pointes d'ivoires pesant plus de quinze kilogrammes, soit une valeur marchande équivalente à environ sept cent mille francs CFA au Congo, ont été saisis.

Ces pointes d'ivoires seraient venues de la Sangha et de la Cuvette-Ouest, deux départements épicerie du braconnage d'éléphants, à en croire les sources précitées. Néanmoins, la culpabilisation de ces derniers sera établie par le tribunal de grande instance de Brazzaville au terme d'un jugement équitable, basé

sur les faits, le respect des codes déontologiques et les conventions internationales en matière de faune dont le Congo a ratifié.

Très en colère, le commissaire, colonel de police chef de service du bureau de liaison national Afripol, Joseph Iken-ga, a indiqué : « Ils doivent être présentés au procureur de la République. Nous ne cesserons de travailler pour de telles opérations. Nous interpellons tous à respecter la loi car il est interdit de commercialiser certains produits d'espèces fauniques protégées ».

Rappelons que l'éléphant et le buffle sont deux espèces animales protégées c'est-à-dire qui bénéficie d'un statut de protection légale pour des raisons d'intérêt scientifique ou de nécessité de



Vue partielle des présumés braconniers et leurs butins/Adiac

préservation du patrimoine biologique. Il s'agit généralement d'espèce menacée dont le braconnage, le transport, les manipulations, et parfois l'approche ou la photographie sont au moins temporairement interdits, sauf autorisation dérogatoire spéciale.

En général, le transport et le commerce des espèces concernées sont interdits sous toutes leurs formes : morts ou vivants, œufs, larves, sous-produits, viandes, etc.

Afripol est une agence africaine de police criminelle qui facilite l'échange de ren-

seignements entre polices nationales en matière de criminalité internationale, de terrorisme, de stupéfiants ou de trafic d'armes au sein de l'Afrique.

Fortuné Ibara

COMPLEXE DE L'UNITÉ

Les expropriés réclament leurs droits

Les anciens occupants des sites du Complexe de l'unité et du Centre international de conférence de Kintélé ont organisé, le 27 août à Brazzaville, un sit-in au ministère de l'Aménagement, de l'Équipement du territoire et des Grands travaux pour réclamer le paiement de leurs droits.

Depuis 2012, les sites sur lesquels ont été construits le stade de la Concorde et le Centre international de conférence de la commune de Kintélé avaient été expropriés pour cause d'utilité publique. Par conséquent, le gouvernement avait pris l'engagement d'indemniser les occupants des lieux. Mais sur un total de quatre mille trois cents expropriés, mille deux cents seulement ont perçu leurs indemnités, a-t-on appris.

« La constitution est claire en matière d'expropriation. Il faut qu'il ait une indemnisation avant toute procédure d'expropriation », a



Les non indemnisés s'agitent à la devanture du ministère/Adiac

indiqué le président du collectif des occupants non indem-

nisés, Giscard Ghislain Tsiba, qui plaide pour une indemni-

sation totale et non partielle de tous les ex-occupants du

site.

Selon ce dernier, en 2018, ils avaient reçu de la primature une assurance de paiement de la somme due par l'Etat. De même, cette année, à peine quatre mois passés, affirme-t-il, au terme d'une audience au ministère de la Réforme foncière ainsi qu'au ministère des Finances, les deux départements nous rassuraient qu'ils étaient dans l'attente de la transmission des listes des non-indemnisés venant du ministère de l'Aménagement, de l'Équipement du territoire et des Grands travaux.

Outre ce dossier brûlant, récemment, les occupants du site de l'Université Denis-Sassou-N'Guesso venaient également de présenter leurs doléances auprès des ministères impliqués pour les procédures d'expropriation. Selon les dernières informations, ce dossier est en cours de traitement.

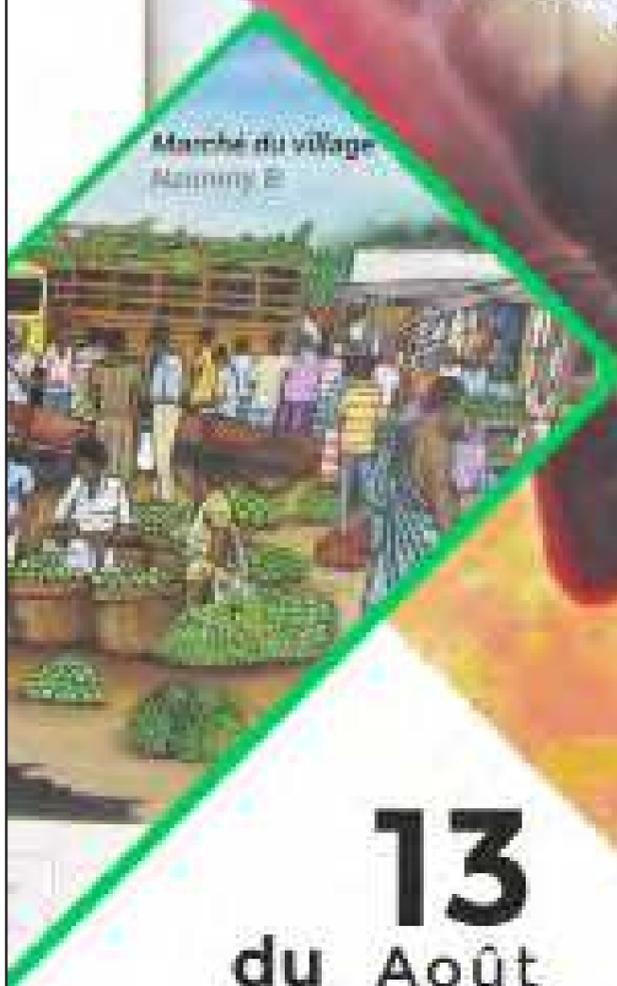
F.I

Le Musée Galerie du Bassin du Congo
présente

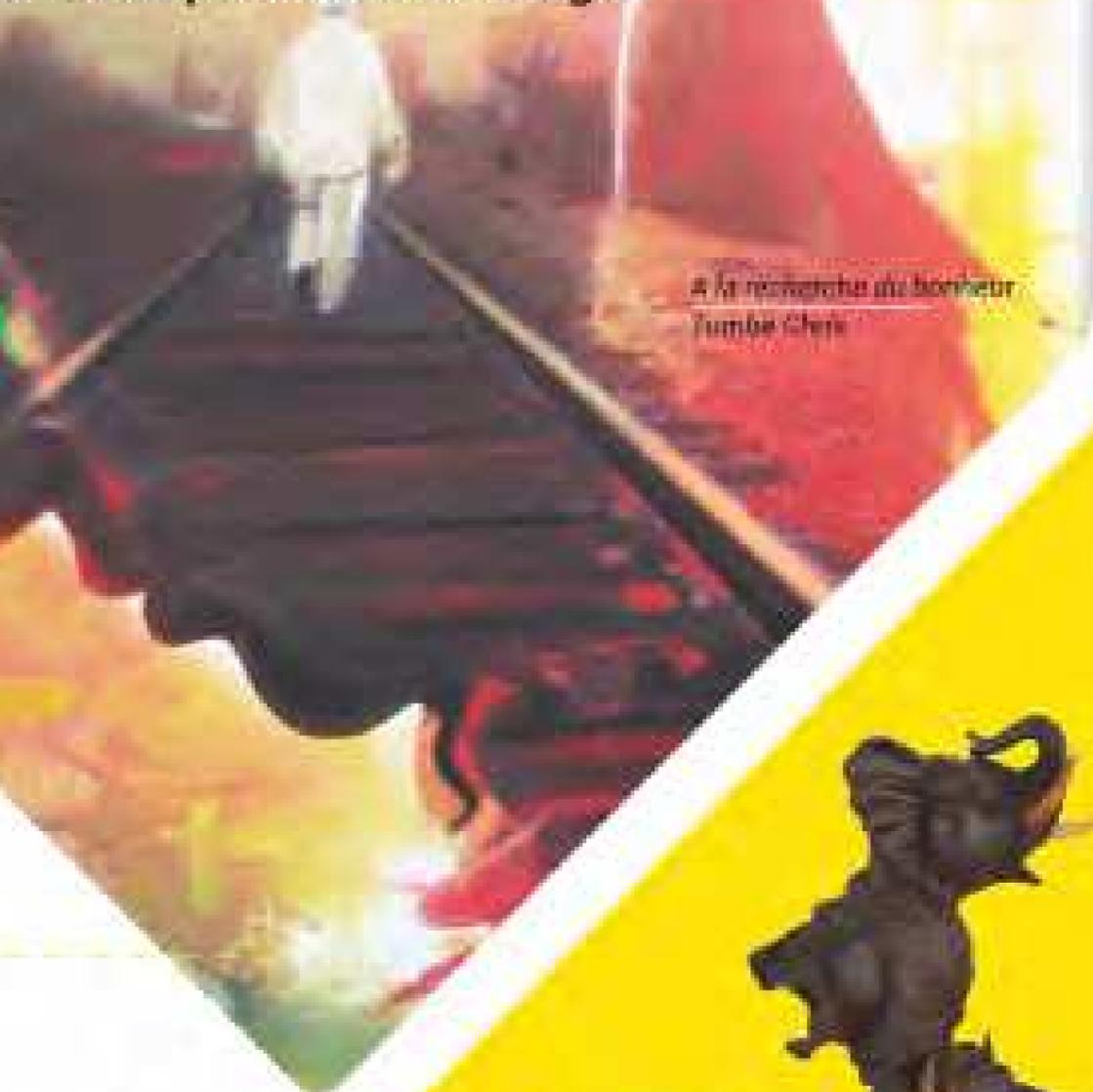
LIPANDA

Une exposition de peinture et de sculpture,
à l'occasion des festivités du 59^{ème} anniversaire
de l'indépendance du Congo

Marché du village
Mammy E



A la recherche du bonheur
Tumbé Chere



13
du Août

Au **12**
Octobre 2019

Les géants de la forêt
Zimou Moussali



Musée
du Bassin du **Congo**

Contact:
+242 06 666 70 65
+242 04 411 68 11

Adresse:
84, boulevard Denis-Sassou-M'Guesso
Brazzaville - République du Congo

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE



FORCE MONTANTE CONGOLAISE

Les jeunes de Mfilou édifiés sur la deuxième session extraordinaire

Le président de la Force montante congolaise (FMC) de l'arrondissement 7 Mfilou-Ngamaba, Freney Kondi, entouré de quelques membres de son bureau, a présidé le 26 août à Brazzaville l'Assemblée générale extraordinaire des jeunes de ce quartier afin de les éclairer sur les dernières conclusions de la deuxième session extraordinaire.

Au cours de cette rencontre, Freney Kondi a d'abord présenté un bref aperçu des points débattus lors de la session en rappelant aux jeunes de Mfilou, qu'en date du 15 juillet dernier, la FMC, organisation de jeunesse du Parti congolais du travail (PCT), avait tenu une session extraordinaire au cours de laquelle quelques instructions avaient été données, parmi lesquelles l'unification de la FMC au niveau des comités et du secrétariat permanent.

« Malheureusement, le constat qui se dégage est que



le secrétariat permanent est en bisbille et, aujourd'hui, les camarades des sections ne savent plus à quel saint se vouer. C'est pourquoi, j'ai pensé réunir ces camarades pour leur expliquer exactement ce qui se passe au niveau de notre organisation au lieu de l'apprendre dans la rue », a déclaré Freney Kondi.

Expliquant les recomman-

dations de la session aux participants, Freney Kondi a laissé entendre qu'au cours de celle-ci, il était question qu'au niveau des départements, des comités, bref au niveau national, que les jeunes soutiennent le camarade Denis Sassou N'Guesso et qu'ils soient unis. Ce qui ne semble pas être le cas aujourd'hui, a-t-il signifié.

Il a déploré, par ailleurs, le

climat qui règne actuellement au sein de l'organisation avec les arrestations de certains membres. Ces situations, a-t-il ajouté, sont imputables, en grande partie, à la tête du mouvement qui, selon lui, ne marche plus. « C'est pourquoi les retombées c'est vous et nous qui les subissons », a-t-il souligné.

Le président de la FMC Mfilou-Ngamaba a expliqué aux

jeunes de cet arrondissement, que ça soit au niveau national, des fédérations et des comités, tout le monde est en bisbille. « Alors pensez-vous qu'avec un tel climat, on peut aider les amis du Comité central de notre parti ? Notamment le camarade Denis Sassou N'Guesso ? Et donc l'adresse d'aujourd'hui, c'est de nous inviter à être serein, à ne pas aller de gauche à droite. Nous sommes à Mfilou et Mfilou n'a jamais créé les conditions qui soient contre le camarade Denis Sassou N'Guesso », a renchéri Freney Kondi.

Ce dernier a, encore une fois de plus, invité les jeunes à ne pas suivre ceux qui peuvent les emmener en dérive. Notons qu'une motion de soutien au président Denis Sassou N'Guesso a été adoptée à cette occasion marquant ainsi la fin des retrouvailles.

Jean Jacques Koumba

IMPRIMERIE*DU

BASSIN DU CONGO

LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adlac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

FESTIVAL INTERNATIONAL D'EXPRESSION FÉMININE

La 8^e édition se tiendra dans la ville océane

Organisé par Issima Promotion culturelle et artistique que dirige la comédienne Germaine Ololo, ce festival qui aura lieu du 11 au 15 septembre soutient et accompagne la femme dans l'exercice de son art, suscite l'émergence des femmes et leur leadership dans les programmes de développement culturel.

Au cours de ce festival, des spectacles de musique, de théâtre, de danse et de slam seront livrés par des artistes féminins qui ex-



cellent dans leurs différents domaines. Le Festival international d'expression féminine (Fief) sera aussi un rendez-vous du savoir et de la connaissance au féminin

avec le forum international des femmes leaders sans oublier la soirée du partenaire et de la berceuse. Afin de mettre en relief les talents artistiques en veilleuse dans les différents arrondissements de la ville, un concours intercommunal de conte et de sape sera organisé. Il couronnera les jeunes talents prometteurs. Le Fief forme les acteurs culturels à travers les séminaires et ateliers pour un vrai développement de talents, et promeut les valeurs culturelles positives africaines d'expression féminine (beauté, mode...) ainsi que la lutte contre la dépravation des mœurs et l'utilisation de la femme comme objet de décoration artistique. Les lectures publiques, l'exposition des œuvres littéraires, des créations artisanales et l'esprit entrepreneurial de la femme édifieront à coup sûr le public sur le savoir-faire féminin. Signalons que durant les cinq jours du festival, des formations et des ateliers en marketing digital et en maquillage ciné auront également lieu.

Hervé Brice Mampouya

URBANISATION

Des cadres outillés au projet Durquap

Les membres des organisations en ingénierie sociale et management territorial ont été formés, il y a quelques jours, dans le cadre de la maîtrise d'œuvre sociale des plans du projet de restructuration des quartiers précaires (Durquap) de la ville océane.

Le Durquap est un projet du gouvernement congolais appuyé par la Banque mondiale pour accompagner et améliorer les cités des deux grandes villes du pays Brazzaville et Pointe-Noire.

A Pointe-Noire, le projet concerne les quartiers Tchiniambi dans le quatrième arrondissement Loandjili et Mboukou dans le troisième arrondissement Tié-Tié. Dans ces quartiers, les problèmes de voirie, d'eau, d'électricité, d'aménagement d'ouvrage anti-érosion et autres seront réglés. Il sera aussi pris en compte le drainage, la protection de l'environnement, la construction des centres commerciaux, sanitaires et scolaires et autres infrastructures municipales. Mais avant le lancement des activités phares du projet, en l'occurrence l'aménagement des voiries et la construction des ouvrages d'assainissement dans les quartiers ciblés, la coordination a pensé organiser une formation afin de permettre aux cadres et



La photo de famille des participants à la formation/crédit photo DR

responsables des structures impliquées dans le projet de renforcer leurs capacités dans le cadre de la maîtrise d'œuvre sociale des plans dudit projet. La formation a été animée par M.Mamadou Diop, expert de la Banque mondiale et de M. Ba Houlata, expert en la matière. Elle a permis aux participants et aux acteurs des quartiers Tchiniambi et Mboukou, notamment les membres des organisations en ingénierie

et management territorial, d'enrichir non seulement leurs connaissances mais également d'être au même niveau de compréhension. Notons que cette activité s'est déroulée sous la coordination de Pascal Tchivongo, point focal de Pointe-Noire et représentant du député-maire. A la fin de la formation, tous les participants ont reçu des certificats.

Hugues Prosper Mabonzo

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés.

*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ NOUS

14, boulevard Denis-Sauvage-N'Guéré
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



ADIAC TV

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO

www.adiac.tv

📞 +33 71 42 42 36 📧 info@adiac.tv 📱 [#adiactv](#)



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

JEUX AFRICAINS RABAT 2019

Le Congo très loin du top dix

Avec trois médailles dont une d'argent et deux de bronze, le Congo occupe actuellement le 23e rang au classement général des 12e Jeux africains dominé par le trio Egypte-Afrique du sud et Maroc.

Les Congolais pourraient profiter des derniers instants des Jeux africains pour soigner le nombre de leurs médailles pour ainsi améliorer leur classement. Sixièmes aux derniers jeux à Brazzaville, les Diabes rouges ne rééditeront pas cet exploit. Mais à défaut d'intégrer le top dix, ils ont lutté pour ne pas rentrer bredouille à la maison.

Le 26 août, le karaté a donné au Congo sa première médaille d'argent au kumité par équipe dames, laquelle a perdu la finale devant celle du Maroc. Le 25 août, la même discipline avait augmenté le nombre de médailles de bronze à deux grâce à Fatoumata Diabaté Pembé dans la catégorie des moins de 50 kg. La Congolaise a battu la Kenyane Cathrine Mbithe NGea 6-2 lors des repêchages. Les hommes qui avaient brillé lors des derniers jeux n'ont cette fois pas été à la hauteur. Rappelons que toute première médaille de la délégation congolaise a été obtenue par l'équipe masculine de tennis de table, classée quatrième après avoir perdu la petite finale le 23 août. Dans cette discipline même les troisièmes et quatrièmes sont respectivement récompensés d'une médaille de bronze. Les Diabes rouges ont été éliminés en demi-finale par le Nigeria trois sets à zéro puis ont perdu le match de classement contre la Tunisie deux sets à trois.

L'Egypte domine le classement général avec 119 médailles dont 37 en or, 53 en argent et 29 en bronze. L'Afrique du Sud occupe le deuxième rang avec 56 médailles dont 25 en or, 17 en argent et 14 en bronze.

Le Maroc complète le podium avec 68 médailles dont 22 en or, 19 en argent et 27 en bronze devant l'Algérie, le Nigeria, la Tunisie, Madagascar, Iles Maurice, la Côte d'Ivoire et le Kenya.

Le Congo se classe 23e devant le Mali, Lesotho, Ghana, l'Angola, la République démocratique du Congo, le Rwanda, Burkina Faso, Tchad, Bénin, Djibouti, la Mozambique et la Zambie.

James Golden Eloué & Rude Ngoma

FOOTBALL

Les résultats des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

France, 5^e journée, 2^e division

Poussé sur le banc par le Gabonais Palun, qui n'est pourtant pas un spécialiste du poste, Morgan Poaty est entré à la 41^e en remplacement de l'ancien Niçois, à la peine et responsable de l'ouverture du score de Valenciennes. Mais Guingamp ne parviendra pas à refaire son retard et confirme son mauvais début de saison (15^e avec 5 points).

Luxembourg, 4^e journée, 1^{re} division

Yann Mabella était titulaire lors du succès du Racing sur le terrain d'Hostert (3-0). L'ancien Nancéien totalise deux buts en 4 matchs joués.

Godmer Mabouba n'était pas dans le groupe de l'Etzella Ettelbrück, corrigée par Mondorff-Bains (0-3).

Roumanie, 7^e journée, 1^{re} division

Sans Juvhel Tsoumou, absent de la feuille de match, Hermannstadt chute lourdement chez le Dinamo Bucarest (0-3).

Camille Delourme

FESTIM BRAZZA

Le prix de reconnaissance décerné à Ida Victorine Ngampolo

L'administrateur-maire de l'arrondissement 9 djiri, Ida Victorine Ngampolo, a reçu, le 27 août à Brazzaville, le trophée de reconnaissance, remis par la délégation du Festival d'images de Brazzaville (Festim Brazza), conduite par Claudio Sama Kenegui, promoteur administratif dudit festival.

Cette distinction s'inscrit dans le cadre de l'assistance multiforme que l'administrateur-maire de Djiri a apportée pour la réussite de la deuxième édition du Festim-Brazza organisé dans sa circonscription, du 1er au 10 août, à l'esplanade du Centre national de radio et de télévision (CNR-TV), au nord de Brazzaville. Ce festival avait aussi pour objectif de faire découvrir l'arrondissement 9 djiri aux différents ambassadeurs accrédités en République du Congo. Pour l'administrateur-maire, Ida Victorine Ngampolo, comme « il y avait des étrangers, il y avait une vision touristique ». Elle a promis à l'équipe du festim Brazza de mobiliser à la prochaine édition les chefs de quartier afin que ces derniers sensibilisent la population pour venir plus nombreux au festival. « C'est très important, il y a eu des projections de films qui nous ont permis de connaître les pays amis. Des événements culturels de ce genre forment les jeunes, donc, il faut diversifier la connaissance aussi », a fait savoir l'administrateur-maire.

Pour sa part, Claudio Sama Kenegui, opérateur culturel

été à des ambassadeurs de découvrir la République



L'administrateur maire, Ida Victorine Ngampolo recevant le prix de main de Claudio Sama Kenegui

et touristique, promoteur administratif général du Festim Brazza, s'est dit satisfait de l'implication du maire dans cet événement.

« Ce prix de reconnaissance nous le décernons à chaque personne morale ou physique qui nous a accompagnés psychologiquement, moralement, matériellement et financièrement. Ce trophée lui permet de se reconnaître dans le cadre du soutien inconditionnel qu'elle nous a apporté », a-t-il signifié.

Par ailleurs, il a remercié des ambassades, ministères, partenaires et sponsors pour leur contribution au succès de ce rendez vous culturel et touristique. « Le festim Brazza donne l'opportuni-

du Congo dans toute sa diversité touristique, culturelle, diplomatique et politique... », a-t-il indiqué.

Rappelons que sept pays ont participé à cette deuxième édition, parmi lesquels la Chine, le Maroc, l'Angola, la Côte d'Ivoire, la République du Congo... Le festival d'images de Brazzaville s'organise chaque année. Selon le promoteur, il est le tout premier festival diplomatique du monde. Cette deuxième édition avait pour marraine Arlette Soudan Nonault, ministre congolais du Tourisme et de l'Environnement.

Rosalie Bindika

Le week-end des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en France

National 2 (ex CFA), 3^e journée

Groupe A

Bobigny bat Saint-Quentin 2-0 avec un but de Pythocles Bazolo. Le deuxième cette saison pour l'ancien joueur du SC Angers.

Groupe B

Entré à la 75^e, Ronald Bafounta Mampouya ne peut empêcher la défaite de Granville face à la réserve du SCO (0-2). Kévin Mouanga a marqué le second but angevin à la 77^e.

Loris Mouyokolo est resté sur le banc lors de la victoire de la réserve de Lorient sur celle de



Pythocles Bazolo buteur ce week-end avec Bobigny (DR)

Guingamp (1-0). Ruddy Ebondo n'était pas dans le groupe. Wil

de l'Entente-Sannoï-Saint-Gratien sur Poissy (2-1).

Groupe C

Angoulême l'emporte à Bergerac 1-0. Titulaire, Kévin Monzdiaou Zinga a été remplacé sur blessure à la 34^e. Sans Fulgenciy Kimbembé, Saint-Pryvé est tenu en échec par Les Herviers (2-2). Titulaire, Davel Mayela a inscrit le premier des deux buts des visiteurs. Sa première réalisation sous ses nouvelles couleurs.

Blois et Jean-Bertrand Badia Mouanga prennent un point chez la réserve de Saint-

Etienne (1-1). Daniel Moutala et Herman Mongomba étaient absents.

Groupe D

Kévin Mingoua et Louhan Cuiseaux ne font qu'une bouchée de Jura-Sud (6-1). Saint-Priest fait match nul 0-0 à Moulins-Yzeure.

Avec Jean-Bryan Boukaka et Christopher Bitsamou titulaires.

La réserve de Monaco bat celle de Marseille (1-0). Le néo-pro Crislain Marsima était titulaire dans la défense asémiste. Niels Nkounkou n'était pas dans le groupe phocéen.

C.D.